

Zeitschrift: Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire
Herausgeber: [s.n.]
Band: 6 (1999)
Heft: 1

Artikel: "Autobiographie d'une nation" : Antifascisme et résistance dans la mémoire italienne
Autor: Prezioso, Stéfanie
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-16583>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 13.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

«AUTOBIOGRAPHIE D'UNE NATION»¹

ANTIFASCISME ET RESISTANCE DANS LA MEMOIRE ITALIENNE

STEFANIE PREZIOSO

Depuis une dizaine d'années, la mémoire du fascisme est au cœur de débats qui ébranlent le monde politique italien. Le pays est secoué par les assauts de forces politiques qui associent l'histoire de l'Italie républicaine des 50 dernières années avec les «carences» des mouvements et partis antifascistes fondateurs de la République – sans qu'il ne soit par ailleurs question du point de départ de cette République au sortir de la guerre.

La décomposition du champ politique italien issu de la Seconde Guerre mondiale (dissolution ou disparition du parti communiste, de la Démocratie chrétienne et du parti socialiste) et la volonté de mettre sur pied une nouvelle république incitent à relire la période fasciste et sa postériorité. L'image d'un fascisme finalement indulgent et paternaliste s'instaure petit à petit à travers notamment les nombreuses reconstitutions filmiques et les numéros spéciaux de revues grand public. En même temps, certains milieux politiques poussent à revoir l'histoire de l'antifascisme et de ses suites, tant militaires (la Résistance) que politiques (la Constitution de l'Italie républicaine). Sont ainsi passées en revue les tares de la Première République, les actions résistantes de la guerre de libération nationale, etc. Selon l'historien De Felice, par exemple, les partis issus de la guerre de libération nationale n'auraient été qu'une réédition du Parti national fasciste et la lutte menée aurait détruit dans la conscience des Italiens l'idée même de nation.² Paradoxalement, l'antifascisme et la Résistance sont appelés à occuper à nouveau le devant de la scène publique, alors que l'on assiste simultanément – autant à droite qu'à gauche – à une revendication de «non-lieu de mémoire» censée permettre le passage dans une ère politique nouvelle.³ L'ex-Movimento sociale italiano (MSI) en est l'un des plus fervents partisans. Sous le nom d'Alleanza nazionale, cette formation politique hétéroclite, qui cherche à légitimer sa place au gouvernement italien, plaide depuis quelques années pour ce nouveau départ ou cette «année zéro» de la deuxième République. A son congrès de Fiuggi en 1995, il soutint la nécessité d'une réconciliation nationale post antifasciste et post fasciste tout en continuant à critiquer l'antifascisme. Quant au parti communiste, devenu Partito democratico della sinistra, sa volonté de se poser en alternative gouverne-

mentale crédible dans la deuxième République le conduit à accepter, du moins en partie, le principe de cette réconciliation nationale promue par la droite néofasciste.

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la mémoire de l'antifascisme et de la Résistance a déjà disparu et réapparu plusieurs fois. La dialectique entre la mémoire et l'oubli, entre le devoir de se rappeler et la volonté d'oublier s'est fortement fait sentir dans ce pays qui, à bien des égards, a symbolisé la guerre résistante et les enjeux liés à la guerre froide en Europe. Nicola Gallerano soulignait que «les périodes où l'usage public de l'histoire se fait plus insistant et plus envahissant correspondent à des phases de transformation subites ou de profondes discontinuités historiques qui changent la façon même de situer le présent par rapport au passé».⁴ Cette contribution voudrait aborder le thème mémoire et oubli du couple Résistance/antifascisme, et ce à travers le prisme des trois volumes dirigés par Mario Isnenghi sur *I luoghi della memoria*.⁵ Deux périodes particulières seront traitées: premièrement, l'immédiat après-guerre, où il s'agit d'une part de créer les bases du mythe résistant et d'autre part de fermer le cycle historique de la guerre civile des années 1943–1945 et, deuxièmement, les années 1960 où, pour la première fois depuis l'immédiat après-guerre, la Résistance et l'antifascisme reviennent au cœur des débats militants.

L'IMMEDIAT APRES-GUERRE OU LE SILENCE INSTITUTIONNEL

Pour qu'un événement entraîne la constitution d'un lieu de mémoire, deux conditions au moins doivent être réunies: il doit représenter une fracture radicale d'une période à une autre, et il doit être à même de perdurer par le biais de lieux «physiques» (monuments, etc.) ou de vecteurs de diffusion (école, associations, etc.). A la «réalité» de l'événement viendrait ensuite s'ajouter «la liberté des fables», promouvant l'événement au rang de mythe.⁶ La Résistance remplit en grande partie ces conditions. La fin brutale du régime mussolinien – le tyranicide et l'exposition du corps de Mussolini le 29 avril 1945 sur le Piazzale Loreto à Milan –, sanctionnent définitivement la défaite du fascisme et la victoire de l'antifascisme.⁷ 1945 marque donc un véritable triomphe de l'antifascisme.

Néanmoins, la situation est plus complexe. En tracer le cadre au niveau de la diffusion des images et des symboles est plus difficile qu'il n'y paraît. Au sortir du conflit, la guerre et la paix constituent des éléments structurants et quasiment indissociables. Comme l'écrit Maurizio Legnani: «La guerra si

96 ■ chiude ma inizia un dopoguerra la cui intelligenza sarà a lungo indissociabile

dall'eredità degli anni Quaranta.»⁸ Pour l'historien et l'historienne, il s'agit tout d'abord de rendre compte des meurtres provoqués par la première guerre (la «guerre fasciste» de 1940–1943) et la seconde guerre (la «guerre civile» de 1943–1945) au sein de la population italienne. Il importe ensuite de prendre la mesure des diverses réalités que recouvrent les deux conflits, à la fois sur le plan territorial, politique, social et culturel. Enfin, il s'agirait d'examiner les représentations dans les divers camps en présence, tant fascistes et antifascistes qu'alliés et allemands. Ce n'est pas le lieu ici pour aborder l'ensemble de ces questions, bien qu'elles soient étroitement mêlées à la construction de la mémoire de l'antifascisme et de la Résistance juste après le conflit. Elles servent à la fois de référents aux luttes partisans et d'amorces à la construction de lieux de mémoire conflictuels.

De fait, la deuxième guerre (la guerre civile) a largement voilé la première (la guerre fasciste).⁹ Cette occultation a considérablement influé sur les représentations du régime fasciste dans l'imaginaire collectif des Italiens au sortir de la guerre. Dès 1945, se diffuse l'image d'une entrée en guerre de l'Italie (10 juin 1940) résultant de la volonté d'un seul homme. Les partisans d'un passage en douceur du régime fasciste à la nouvelle Italie défendent cette conception, qui permet à la fois de déresponsabiliser l'ensemble du régime fasciste et d'annihiler les volontés d'une société radicalement autre, comme le souhaitaient certains courants antifascistes – notamment le Parti d'action.¹⁰ Le tyrannicide et ses suites donneraient sens dans ce cas à la fracture chronologique et à l'oubli libérateur.

La guerre de résistance des années 1943–1945 donne lieu, avant même la fin du conflit, à plusieurs types de représentations, chacun d'eux procédant d'une interprétation différente du sens de la lutte engagée. S'était-il agi d'une lutte de libération nationale, d'une guerre de classe ou d'une guerre civile, pour reprendre les catégories énoncées par l'historien Claudio Pavone?¹¹ A chaque conception correspond un ensemble différent d'images et de symboles diffusés par les divers courants politiques appelés à reconstruire l'Italie. Tantôt la Résistance est perçue comme mouvement homogène d'un peuple uni par les objectifs immédiats de la guerre partisans (lutte de libération nationale), tantôt elle est décrite comme insurrection du peuple en armes pour le changement radical de la société – voir comme «révolution trahie». Au sortir de la guerre, la Résistance ne peut donc ni plus ni moins que par la suite offrir un cadre d'identification global, homogène et non conflictuel à *tous* les Italiens.

A cela s'ajoute la situation particulière de l'Italie au cours de la lutte armée antifasciste. En effet, la résistance s'est principalement produite au Nord de l'Italie de septembre 1943 à avril 1945 (les Alliés parviennent à Rome en juin 1944). La «course de vitesse» que les bandes armées de partisans engagent ■ 97

avec les forces alliés pour la libération du Nord du pays et les objectifs de renouveau politiques qui y sont liés ne peuvent que difficilement appartenir au cadre de référence du *Mezzogiorno*.

Cette situation est à l'origine de ce que A. Ballone appelle le «silence institutionnel» sur la mémoire de la Résistance.¹² Le chef de file de la Démocratie chrétienne l'avait d'ailleurs déjà annoncé en quelque sorte en février 1944, lorsqu'il affirmait: «[L'antifascismo è] un fenomeno politico contingente che, ad un certo punto, per il bene e il progresso della nazione sarà superato da nuove solidarietà politiche, più inerenti alle correnti essenziali e costanti della nostra vita pubblica italiana.»¹³ La fin de l'«unité antifasciste» du temps de la résistance, marquée par l'exclusion de la gauche italienne du pouvoir en mai 1947, inaugure une guerre du silence. L'absence de relais officiels nécessaires au maintien de la mémoire de l'antifascisme et de la Résistance au niveau national (programmes scolaires, édifices publics, etc.) y participe fortement. Il n'y a pas eu, par exemple, de politique nationale de rebaptisation des rues à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Si la chute de Mussolini, le 25 juillet 1943, avait provoqué un élan populaire visant à rebaptiser certaines places et rues, à la fin de la guerre, la volonté nationale de créer un «sanctuaire civique en plein air»¹⁴ est peu prononcée. Etant du ressort des communes, les nouvelles appellations dépendent en large partie de la couleur politique locale. En 1955, un député communiste est débouté lorsqu'il demande que des instructions soient données aux préfets afin que les rues et les places portant les noms de l'ex-Roi et Reine soient partout renommées.¹⁵ De même, comme le relève E. Alessandrone Perona, aucun musée national de la Résistance ne sera érigé.¹⁶

A ce silence viennent s'ajouter des mesures gouvernementales concrètes ayant pour but de rendre à l'Etat le monopole de la violence légitime et en conséquence de clore définitivement la période de la guerre civile de 1943–1945.¹⁷ Au début des années 1950, des projets de lois «liberticides» visant expressément la gauche et l'extrême gauche sont proposés au parlement.¹⁸ En parallèle, le gouvernement interdit certaines manifestations antifascistes, dont la commémoration de la libération italienne le 25 avril. C'est notamment le cas après la victoire de la Démocratie chrétienne aux élections du 18 avril 1948, signe du passage définitif de «l'unité antifasciste» au pouvoir démocrate-chrétien. Significativement, les anciens partisans sont condamnés, poursuivis et renvoyés de la police italienne. Au même moment, les anciens membres des corps armés de la République de Salò trouvent une large place dans ces sphères policières, tandis qu'un terme est mis à l'épuration des milieux dirigeants fascistes, laquelle a été très vite freinée par les démarches modé-

98 ■ trices de De Gasperi en 1945 et l'amnistie générale décrétée en juin 1946 par

le leader communiste Togliatti. Une confrontation souvent violente s'instaure en Italie et divise la mémoire de la Résistance en deux camps: le «silence institutionnel» et l'«emphase testimoniale».¹⁹ Les associations d'anciens partisans, les manifestations du 25 avril, les célébrations de tel événement local de la Résistance, etc., vont constituer les vecteurs essentiels de la perpétuation de la flamme résistante. Cependant, la diffusion et la défense de la mémoire de la Résistance ne trouveront guère de place substantielle en dehors de ces manifestations. Qu'il me suffise ici de rappeler que le leader communiste Togliatti ne consacre que très rarement des interventions publiques à la Résistance.

L'«ANTIFASCISME EN ACTION» DANS LES ANNEES '60

La Résistance n'aurait-elle donc pas appartenu aux valeurs de l'Italie républicaine? Alessandro Ballone souligne certains éléments essentiels pour comprendre l'impact de la mémoire de la Résistance dans l'Italie républicaine malgré le silence institutionnel: «In questo stanno il limite e il vantaggio della memoria della Resistenza: cioè di un evento che sempre meglio ci appare drammatico, ma non terribilmente tragico, una «rivoluzione» vittoriosa ma non trionfale, una sconfitta politica ma non definitiva, e per questo ha condensato attorno a sé memorie diverse e conflittuali, a volte aspramente contrastanti che ne hanno impedito la rimozione o la calma museificazione.»²⁰

Les interstices laissés aux manifestations de la mémoire de la Résistance et de l'antifascisme ont donc également permis de maintenir en vie un «esprit résistant» ou du moins un «antifascisme actif». Lorsque les deux camps en présence, durant les 15 premières années d'après-guerre, se figent entre le «silence institutionnel» et l'«emphase testimoniale» aucun d'eux ne peut cependant faire abstraction des enjeux politiques, civils, moraux et culturels de la lutte engagée entre 1943 et 1945. Le «vent du Nord» soufflait sur l'Assemblée constituante. Et la rédaction d'une Constitution programmatique, – une Constitution dont les articles essentiels ne pouvaient pas être réalisés immédiatement (droit au travail, régionalisation, etc.) – était là pour en témoigner dès 1948.

C'est à cette source, au-delà des discours officiels et des discours partisans, que les mouvements de jeunesse iront puiser dès les années 1960. En 1960, lorsque le gouvernement Tambroni arrive au pouvoir grâce à l'appui de la droite néofasciste (le MSI), ce sont les jeunes Italiens, issus d'une génération qui n'a pas participé à la guerre et à la Résistance, qui se mobilisent sur les places au nom de l'antifascisme.²¹ Le fait qu'il n'existe pas de véritable lieu de ■ 99

mémoire, tel un musée national de la Résistance, peut être vu comme garantie de la continuité de la dynamique résistante et antifasciste hors des schémas de la guerre froide. L'absence d'une véritable institutionnalisation a en effet permis une réappropriation de la mémoire de l'antifascisme par les mouvements contestataires. Une toute nouvelle génération politique proclame l'antifascisme militant comme mot d'ordre de la lutte contre le gouvernement. Comme si l'échec des tentatives pour figer et édulcorer l'expérience résistante avait conservé à l'antifascisme son potentiel subversif, qui pouvait dès lors être réactivé au gré des circonstances politiques. A noter que d'autres moments devraient être étudiés dans l'optique de la réapparition et de la disparition de la mémoire de l'antifascisme et de la Résistance, mais il n'a pas été possible de les traiter ici (les années de plomb, le début des années '80 lorsque l'antifasciste socialiste Sandro Pertini est nommé président de la République italienne).

«TABULA RASA» ET INSTRUMENTALISATION

Depuis la fin de la guerre froide, les pays européens connaissent une remise en cause de la période de la guerre et de l'immédiat après-guerre. En Italie, le problème est d'autant plus complexe que les deux camps qui se sont opposés (démocrates-chrétiens et communistes) n'ont longtemps pas voulu dépasser le stade mémoriel du silence et de l'emphase. De part et d'autre, on s'entendait pour ne pas susciter de remise en cause radicale des choix effectués à la fin du conflit et pendant la guerre résistante. Cette mémoire – forcément conflictuelle – devait être présentée de manière lisse et homogène. Quel meilleur moyen, d'ailleurs, que le silence et l'emphase pour «lisser» les contradictions? Les questions ouvertes en 1943–1946 resurgissent aujourd'hui avec d'autant plus de force qu'il y a l'enjeu d'une «nouvelle» République à fonder. A la volonté de faire *tabula rasa* du passé se superposent l'instrumentalisation et la captation de références historiques qui se retrouvent ainsi mises au service du discours politique.

Anmerkungen

- 1 J'emprunte cette idée à l'antifasciste Piero Gobetti, mort à Paris des suites des blessures qu'un escadron fasciste lui a infligées. Ce dernier définissait ainsi le fascisme: «Si può ragionare del ministero Mussolini: come di un fatto d'ordinaria amministrazione. Ma il fascismo è stato qualcosa di più; è stato l'autobiografia della nazione.»; cf. Piero Gobetti, «Elogio della ghigliottina», *La Rivoluzione liberale* 34 (23. 11. 1922). Voir aussi Piero Gobetti, *La Rivoluzione liberale. Saggio sulla lotta politica in Italia*, Turin 1995, 165.

- 2 Cf. à ce propos les critiques de l'historien N. Tranfaglia aux prises de positions de De Felice in *Un passato scomodo. Fascismo e postfascismo*, Bari 1996.
- 3 M. Isnenghi, «Conclusion» in M. Isnenghi, *I luoghi della memoria*, Bari 1996–1997, 526.
- 4 Cf. N. Gallerano, «Histoire et usage public de l'histoire», *Diogenes* 168 (1994), 92.
- 5 Cf. Isnenghi (voir note 3). Cet instrument de travail est indispensable pour tenter de cerner les composantes des lieux de mémoires dans un pays où la mémoire de l'antifascisme, du fascisme et de la résistance est omniprésente. Cf. le compte-rendu de cet ouvrage dans la rubrique compte-rendu du présent numéro de *traverse*.
- 6 Cf. M. Isnenghi, «Introduzione», in Isnenghi (voir note 3), VIII.
- 7 Voir à ce propos, Mirco Dondi «Piazzale Loreto», in Isnenghi (voir note 3), 487–499.
- 8 M. Legnani, «Il '45», in Isnenghi (voir note 3), 287.
- 9 Voir à ce propos, M. Di Giovanni, «Il 10 giugno», in Isnenghi (voir note 3), 209–218.
- 10 Sur le Parti d'action, voir Giovanni de Luna, *Storia del Partito d'azione (1942–1947)*, Rome 1997.
- 11 Cf. C. Pavone, *Una guerra civile. Saggio storico sulla moralità nella Resistenza*, Turin 1991.
- 12 A Ballone, «La Resistenza», in Isnenghi (voir note 3), 415.
- 13 A. De Gasperi, *I cattolici dall'opposizione al governo*, Bari 1955, 504, cité dans E. Ragnonieri, *La storia politica e sociale*, Turin 1976, 2383 sq.
- 14 Cité dans S. Raffaelli, «I nomi delle vie», in Isnenghi (voir note 3), 220.
- 15 Cf. *ibidem*, 237.
- 16 Cf. E. Alessandrone Perona, «Mémoire des conflits et conflits de mémoire: la Résistance italienne dans les Musées», in J.-C. Martin (dir.), *La guerre civile entre histoire et mémoire, numéro spécial de Documents et enquêtes* 21 (1995), 223–232.
- 17 Cf. G. Gozzini, «L'attentato a Togliatti», in Isnenghi (voir note 3), 471.
- 18 A ce propos S. Lanaro, *Storia dell'Italia repubblicana*, Venise 1992, 458–481.
- 19 A Ballone, «La Resistenza», in Isnenghi (voir note 3), 415.
- 20 Cf. *ibidem*, 413.
- 21 Voir à ce propos, G. de Luna, «I fatti di luglio 1960», in Isnenghi (voir note 3), 359–372.

ZUSAMMENFASSUNG

«AUTOBIOGRAPHIE EINER NATION». ANTIFASCHISMUS UND WIDERSTAND IM ITALIENISCHES GEDÄCHTNIS

In den meisten europäischen Ländern nimmt die politische Diskussion in den letzten Jahren Bezug auf das Erbe des Zweiten Weltkrieges. An Italien lassen sich die Debatten rund um die Legitimität der politischen Kräfte, die aus dem Krieg hervorgegangen sind, beispielhaft untersuchen. Seit knapp zehn Jahren verlieren die Werte, auf denen das Nachkriegsitalien sich abstützt, an Bedeutung.

Am deutlichsten sichtbar wird dies an der Auflösung oder dem Verschwinden der Massenparteien, die seit 1945 das Werden und Sein der Halbinsel bestimmt haben. Mit diesem Niedergang geht ein mehr oder weniger deutlich formulierter Wille einher, unter die Vergangenheit ein Strich zu ziehen. Revisionistische ■ 101

historiographische Strömungen treten in den Vordergrund. Ähnlich plädieren die wichtigsten Zeitungen für eine «post-antifaschistische» und eine «post-faschistische» nationale Versöhnung. Indem sie dem Publikum eine sowohl abgeschwächte, versüßte Lektüre des Faschismus als auch eine Lektüre des Ausverkaufs der Werte des Antifaschismus präsentieren, versuchen sie, die Zähler auf Null zu stellen. So erleben wir heute in der Perspektive der neuen politischen Ära ein Beanspruchen von und Bezugnehmen auf *non-lieux de mémoire*.

Die Erinnerung an den Antifaschismus und an die Résistance wird in der Folge zum Einsatz in einem harten Kampf des politischen Italien. Diese Auseinandersetzung wird heute teilweise sehr lebhaft ausgetragen, weil sie das Resultat von konfliktiven Erinnerungen ist, die noch keinen Ort gefunden haben, um sich niederzulassen. Dieser kurze Beitrag will der Leserin und dem Leser einige Schlüssel in die Hand geben, um zu verstehen, welcher besonderen Platz die Erinnerung an den Antifaschismus und an die Resistanza in den politischen Auseinandersetzungen Italiens (heute noch) einnehmen.

(Übersetzung: Thomas Hildbrand)